Carnet de route de Jordanie. De la recherche de terrain à l'expérience de la médiation Partie 1

Géraldine Chatelard

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/conflits/842>
DOI : 10.4000/conflits.842
ISSN : 1777-5345

Éditeur :

CCLS - Centre d'études sur les conflits liberté et sécurité, L'Harmattan

Édition imprimée

Date de publication : 1 septembre 2002
ISBN : 2-7475-3432-4
ISSN : 1157-996X

Référence électronique

Géraldine Chatelard, « Carnet de route de Jordanie. De la recherche de terrain à l'expérience de la médiation Partie 1 », *Cultures & Conflits* [En ligne], 47 | automne 2002, mis en ligne le 29 avril 2003, consulté le 30 mars 2021. URL : <http://journals.openedition.org/conflits/842> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/conflits.842>

Ce document a été généré automatiquement le 30 mars 2021.

Creative Commons License

Carnet de route de Jordanie. De la recherche de terrain à l'expérience de la médiation Partie 1

Géraldine Chatelard

Novembre 2001

Ma semaine à Ramm touche à sa fin¹ ; je fais une dernière visite de courtoisie. Dans la tente des beaux-parents de l'ami chez qui j'habite au village, assise près du foyer dans la partie réservée aux visiteurs, je bois du thé en écoutant les blagues plutôt salaces de la belle-mère. Le menton tatoué, la bouche édentée, hilare, elle se tape sur la cuisse et manque de lâcher sa cigarette. Son vieux mari finit de rire avant de se tourner vers moi :

« Tu vois comme on aime plaisanter chez nous. Tu repars déjà en Italie ? Mais tu viens à peine d'arriver à Ramm ! On ne t'a même pas fait un *mensaf*(chèvre à la sauce au yaourt). Et tu reviens quand ? ».

Pas avant avril, j'en ai peur. J'ai du travail en Italie. Tout le monde soupire. La fille cadette rentre avec les chèvres qu'elle a emmené paître dans la montagne :

« Vous avez vu les touristes qui courent dehors ? Il y en a encore plein ».

Nous sortons de la tente pour jeter un coup d'œil. C'est la troisième édition du Marathon des sables entre Wadi Ramm et Pétra, organisé par une agence française de création d'événements. Beaucoup d'argent, de pub et de sueur. Je n'ai pas réussi à expliquer le concept aux bédouins. Ils ont juste dans l'idée qu'il y a des touristes fous qui viennent courir tous les ans sous le soleil et paient cher pour cela. Au village, quelques jeunes ont mieux compris qu'il s'agissait de tester ses limites physiques et psychiques. Les énormes 4X4 flambant neufs de la logistique du marathon sillonnent les plaines de sable avec grand bruit. Certains ne déplairaient pas aux bédouins pour remplacer leurs Toyota brinquebalantes. Le beau-père remarque :

« Ils roulent hors piste alors que les gardiens de la réserve nous font toute une histoire quand on suit en Jeep nos courses de chameaux. Ils disent que ça détruit la nature ».

Sa femme a cette réponse définitive qui sonne comme un proverbe local et clôt la conversation :

« Aux touristes, tout est permis ».

Décembre 2001

Rentrée en Italie, j'ai repris l'article ébauché l'été dernier sur les effets de réalité que produisent les représentations touristiques du désert et des bédouins à Wadi Ramm. Inspirée de la littérature en anthropologie du tourisme², il ne rend pas compte des implications du nouveau projet de réserve naturelle. Il va me falloir en repenser l'approche théorique qui me semble à présent trop étroite.

Je pourrais certes m'en tenir à l'analyse des images romantiques construites par les agents locaux et internationaux de l'industrie du tourisme pour vendre Wadi Ramm comme le « désert jordanien », un nouvel avatar de l'orientalisme déconstruit par Edward Said³, sous-tendu aujourd'hui par les logiques capitalistes du marché. Ces images ont des effets performatifs multiples et valent à elles seules une étude. Elles ont amené les bédouins à s'inventer une mémoire collective de Lawrence d'Arabie et à mettre en scène une version folklorisée de leurs traditions, elles ont aussi transformé leurs relations à la steppe, laquelle a été l'objet de manipulations écologiques et sociales visant à faire coïncider l'expérience des visiteurs étrangers avec leur imaginaire du désert. De mon point de vue, le tourisme de masse a eu plusieurs effets culturels critiquables et a induit une perte d'autonomie économique et sociale pour plusieurs groupes de la société bédouine de Ramm, en particulier ceux qui ne sont pas directement partie prenante dans l'économie du tourisme. Mais les Zalabyeh, pour leur part, pensent globalement qu'ils ont bénéficié des retombées économiques d'un tourisme qui a renversé la tendance à l'exode rural et leur a donné un plus grand poids politique local. De plus, ils ont réussi à maintenir en parallèle deux espaces physiques et sociaux permettant aux activités pastorales et touristiques d'être menées de front sans se gêner mutuellement et se complétant même de façon relativement équilibrée.

Pourtant, pour la première fois, durant cette trop brève semaine à Ramm, j'ai trouvé mes amis bédouins inquiets. Le tourisme a baissé dramatiquement depuis un an depuis que la nouvelle *intifadah* bat son plein de l'autre côté de la frontière, et plusieurs des habitants de Ramm qui résidaient toute l'année au village en vivant de l'accompagnement des touristes se sont réinstallés sous la tente dans la steppe et ont racheté des chèvres. Et voilà que la communauté bruit de rumeurs sur les intentions de l'administration de la réserve nouvellement établie : on dit qu'il est question de réorganiser le système de gestion du tourisme mis en place par les bédouins et d'interdire aux troupeaux de pâturer dans plusieurs zones. Il semble bien qu'une nouvelle crise avec les autorités se profile, après l'épisode de 1999 où les habitants de Ramm avaient réussi à faire geler le plan de déplacement de leur village de sédentarisation situé au centre de la vallée. A l'époque, la Région d'Aqaba avait prétexté que les maisons en parpaing surmontées d'antennes paraboliques étaient inesthétiques dans le paysage et empêchaient les touristes de faire pleinement « l'expérience du désert ».

A Amman, j'ai mis la main sur le plan intérimaire élaboré par la Royal Society for the Conservation of Nature (RSCN), l'ONG jordanienne qui gère la réserve, et sur deux des rapports d'experts préliminaires commandités par la Banque mondiale qui finance le projet⁴. Tout est en anglais et les habitants de Ramm, consultés en théorie et beaucoup moins en pratique, d'après ce qu'ils ont été nombreux à me dire, sont loin de prendre la

mesure des dangers qui les guettent : la RSCN s'arroge l'intégralité non seulement de la protection de l'environnement, mais aussi de la gestion des activités touristiques. Dans ce cadre, il est prévu de déplacer le centre d'accueil des visiteurs plusieurs kilomètres avant le village (en filigrane dans le projet, il s'agit de convaincre en douceur les habitants que le site initialement identifié pour le nouveau village est plus adapté), le plan de zonage de la réserve interdira certains secteurs à toute activité humaine, y compris le pastoralisme nomade, et les membres des clans voisins, à qui les Zalabyeh ne reconnaissent aucun droit d'usage touristique de leur territoire, auront accès à l'accompagnement des touristes dans la réserve.

J'ai relu plusieurs fois les rapports avant d'admettre ce qui me paraît pourtant incroyable : lorsqu'ils ont tracé les limites de la réserve, les consultants envoyés par la Banque mondiale ne se sont aucunement préoccupés des *dira-s* bédouines, témoignage d'un mépris total pour les réalités historiques et sociales de la région⁵. A croire qu'on en est encore à la grande époque du tracé des frontières coloniales qui ont coupé des tribus en deux ou trois ! Il est vrai que les *dira-s* ne jouissent d'aucune reconnaissance légale dans la Jordanie moderne dont l'Etat s'est approprié les zones de steppe depuis les années 1920. Les nombreux projets de développement économique dans ces régions depuis les années 1950 ont pourtant fait apparaître qu'il était impératif de les prendre en compte pour éviter les tensions entre tribus et avec les autorités. L'Etat jordanien a d'ailleurs généralement autorisé les bédouins à utiliser les ressources de leurs *dira-s* selon le système coutumier d'usage collectif et de réciprocité entre tribus. Cela a toujours été le cas à Ramm. Il est inimaginable que l'anthropologue envoyé sur place comme expert ait non seulement avalisé la décision de déplacement du village et n'ait pas non plus mis en garde contre les tensions intertribales qui ne vont pas manquer de résulter de ce tracé, fondé sur des considérations purement géomorphologiques et environnementales.

La réserve s'étend sur 450 km², dont 75% font partie de la *dira* des Zalabyeh. Quatre autres tribus se partagent les 25% restants. Or, c'est dans le territoire des Zalabyeh que se situent les paysages les plus impressionnants, et c'est là aussi que le ministère du Tourisme a identifié dès le milieu des années 1980 des sites pour les touristes, à présent mentionnés sur tous les guides de Jordanie et constituant les étapes d'un circuit classique vendu par les *tour operators* européens dans leurs brochures. Si les Zalabyeh se sont jusqu'à présent accommodés des transformations que les autorités ont entreprises sur leur territoire, c'est que leurs droits d'usage en matière pastorale étaient respectés, et qu'ils n'avaient à partager les bénéfices de l'exploitation touristique qu'avec les pouvoirs publics ou les opérateurs privés de la ville qui ont contribué au développement de cette activité dans la région. Les accords de réciprocité sur l'usage des pâturages et de l'eau sont toujours en vigueur avec les clans voisins, mais ceux-ci n'ont rien à donner en échange de leur implication dans le tourisme à Ramm : leur territoire ne fait pas partie du circuit de la visite.

Malgré leur rhétorique sur la « participation de la communauté », les auteurs des rapports relatifs au projet de réserve (dont une bonne partie sont des Jordaniens formés dans les universités américaines) ne peuvent se défaire d'une attitude franchement paternaliste à l'égard des bédouins, qu'ils voient comme un groupe social sous-développé et sans éducation. Il faut leur apprendre à respecter l'environnement tout en leur inculquant les techniques du marketing moderne pour vendre le « désert » à des touristes « écologiquement conscients ». C'est sans doute cette approche très néo-

coloniale qui a empêché les experts de saisir la dynamique locale. Les Zalabyeh ont en effet compris tout seuls que les touristes occidentaux venaient à Wadi Ramm pour s'immerger dans une nature vierge. Si le clan voulait continuer à capter la manne financière, ses membres devaient cesser de jeter leurs détritiques autour des tentes ou par les fenêtres des Jeeps, il valait mieux suivre les pistes établies plutôt que de zigzaguer sur les dunes, une couche de crépi rose sur les maisons de parpaing faisait plus joli dans le paysage. En somme, si le territoire était source de revenus touristiques, il fallait adopter des pratiques qui préservaient et amélioraient l'environnement des touristes, comme on le faisait depuis des générations avec les ressources qui permettent l'élevage des chèvres et des chameaux. Il est douteux que la RSCN puisse encourager une tendance pourtant bien amorcée en enlevant aux bédouins une bonne partie de la gestion du tourisme et en édictant des règlements qui valent pour les autochtones plus que pour les visiteurs, comme c'est le cas en matière d'utilisation des véhicules à moteur.

Au siège de la RSCN à Amman, je n'ai pas échappé au discours officiel : « Notre organisation a pour mandat d'assurer le développement durable de la région de Ramm et de sa communauté autochtone, les bédouins, au moyen d'un plan de préservation de l'environnement désertique et de développement de l'éco-tourisme. Elle s'est vue pour cela allouer 7,5 millions de dollars US par la Banque mondiale ». J'ai en face de moi le chargé de projet britannique. Il avance que les bédouins n'arrivent pas à se mettre d'accord sur un représentant, que les discussions avec l'administration de la réserve durent parfois plus de trois heures d'affilée, qu'aucun avis consensuel n'a émergé et que la RSCN n'a eu d'autre choix que de prendre les décisions qui s'imposaient puisqu'elle avait un mandat. Pourtant, il ne sait me dire avec précision qui il a rencontré, ne se souvenant pas des noms des bédouins. Mentalement, je dérape déjà de mon rôle de chercheuse détachée :

« Comment est-il possible que ce projet soit confié à un spécialiste de l'environnement qui n'a aucune expérience en matière de gestion du tourisme, ne parle pas l'arabe, ne connaît rien à la société bédouine, n'a aucune idée des rapports de pouvoir locaux et nationaux qui se jouent à Ramm, et s'est laissé complètement séduire par la relation essentiellement mythifiée entre le lieu et Lawrence d'Arabie ? ».

Je me demande quelle part du prêt alloué à la Jordanie pour le projet Wadi Ramm passe en salaire d'experts étrangers, mais j'évite d'être agressive, me disant que j'aurais sans doute encore besoin de lui extorquer quelques informations et qu'il n'est donc pas utile de lui signifier trop clairement ce que je pense de la manière dont les pays récipiendaires de l'aide internationale au développement contribuent à entretenir la prospérité des ressortissants de leurs anciennes puissances coloniales.

Me voici donc en train de réécrire cet article. Loin de l'exaspération qui m'a saisie sur le terrain, je me suis plongée dans les théories de la post-colonisation et du développement. Certaines s'appliquent parfaitement au cas de Wadi Ramm. Elles montrent comment les planificateurs, armés de leur savoir moderne et rationnel, réduisent les populations qu'ils veulent développer à des ignorants passifs⁶. D'autres explicitent le processus par lequel les élites des Etats post-coloniaux s'approprient le discours du développement et comptent les savoirs locaux comme quantité négligeable⁷. Je tente d'articuler ces théories avec l'approche sur le regard touristique en me penchant aussi sur les attentes des nouveaux touristes, en particulier ceux qui cherchent l'expérience des espaces naturels⁸.

Janvier 2002

Alors que j'ai laissé Ramm de côté et me suis replongée dans les travaux qui m'ont valu un post-doctorat à l'Institut universitaire européen à Florence, je reçois un mail de Tony Howard et Di Taylor, deux Britanniques qui fréquentent Ramm depuis 1984, année où ils ont été mandatés par le ministère jordanien du Tourisme pour explorer le potentiel de Ramm en termes d'escalade et de randonnée. Grimpeurs de niveau international, ils ont écrit plusieurs guides sur la Jordanie et Ramm, et ont fait venir trois jeunes bédouins en Grande-Bretagne pour les former aux techniques modernes d'escalade et leur permettre de travailler comme guides. Plus que quiconque, ils ont contribué à faire connaître la région parmi les amateurs de montagne et de grands espaces désertiques. Tony et Di conservent des relations suivies avec les bédouins qui les estiment énormément. Ils viennent d'être alertés par un couple d'amis anglais qui résident au Caire et rentrent de Ramm où ils sont allés grimper. Au village, on dit que les gardes de la réserve harcèlent les bédouins, qu'ils ont interdit les courses de chameaux, menacé les éleveurs d'enclure leurs troupeaux dans des parcs, et qu'ils veulent obliger ceux qui ont installé des tentes aménagées pour le logement des touristes à les démonter. Le chantier du nouveau centre d'accueil des visiteurs est bien entamé, et on reparle de déplacer le village. Je leur envoie l'article que j'ai terminé en les prévenant que c'est plein de jargon anthropologique.

« C'est très inquiétant », me répondent-ils après l'avoir digéré, « on n'a pas tout compris, mais on n'imaginait pas que les représentations touristiques pouvaient avoir un effet pareil ».

Al et Kate, leurs amis du Caire, ont aussi lu mon papier et ont écrit à la RSCN et à la Région d'Aqaba pour poser quelques questions. Les réponses se veulent rassurantes : les bédouins n'ont rien compris, comme d'habitude, il n'est pas question d'enclure leur bétail ni de déplacer le village, ces aspects du projet intérimaire ont été abandonnés. La RSCN veut juste réguler certaines activités qui nuisent à l'environnement, comme les courses de chameaux. « Pas les marathons ? ». La réponse reste dans le vague. Tony et Di, forts de leurs fonctions de consultants auprès du ministère du Tourisme, demandent à voir une copie du plan définitif. Impossible, il est en arabe. Qu'à cela ne tienne, ils ont une amie qui pourra le traduire. Impossible, il n'est pas finalisé. Une copie de la version préliminaire, alors ? Non plus, cela donnerait une fausse idée alors que les consultations avec les bédouins sont toujours en cours. Mais les grimpeurs ont défié d'autres montagnes. Fin janvier, un document finit par leur être envoyé : il est en anglais, comme on pouvait s'en douter. De nombreux points, dont le plan de zonage, confirment les informations fournies par les bédouins. Le directeur de la RSCN, passablement énervé, répond aux commentaires : il est sensible à l'attention que les grimpeurs portent à Wadi Ramm, mais on ne leur a rien demandé et ce plan est encore en cours d'élaboration.

A ce point, je tente d'être « objective ». Le problème des bédouins est qu'ils ne parlent pas d'une seule voix, ni à moi ni à la RSCN ou à d'autres instances publiques ou semi-publiques. Depuis que les activités touristiques sont venues bouleverser l'économie pastorale des bédouins, il n'y a plus d'autorité reconnue par tous dans le clan, dont le factionnalisme s'est amplifié ces dernières années entre différentes familles cherchant chacune à être l'interlocutrice privilégiée des pouvoirs publics. Le vieil Ikayem, que les Zalabyeh indiquent lorsqu'on leur demande qui est leur cheikh, n'a aucune implication dans l'économie du tourisme et personne au village ne songerait à lui demander son

avis sur la question même si les autorités le font. Abu Yasser, le président de la coopérative touristique de Ramm, une association locale mise sur pied par les bédouins en 1990 pour organiser la gestion du tourisme et en redistribuer les revenus, n'est pas écouté par les éleveurs. Il est pratiquement impossible de réunir tous les hommes adultes de la tribu (ou au moins un membre de chaque famille élargie) en un même lieu au même moment. Les uns sont dans la steppe à promener les touristes, les autres pour y faire pâturer leurs troupeaux. Et comment faire circuler l'annonce d'une réunion lorsque plusieurs foyers vivent sous la tente à plus de 30 km du village ? Difficile, mais pas impossible. Il aurait fallu entamer bien en amont un processus de consultation en y mettant le temps, ce à quoi la RSCN n'était pas prête. Elle devait rapidement mettre le projet en œuvre avec des résultats tangibles tant pour la Banque mondiale que pour la Région d'Aqaba qui demandaient des comptes et risquaient de lui retirer le projet. Mais il demeure possible que la RSCN ait eu des intentions initiales plus honorables que celles que je lui prête. Toutefois, l'idéologie sous-jacente aux documents que j'ai lus, ma conversation avec le chargé de projet à Amman, l'incohérence apparente des politiques d'utilisation de l'espace (un marathon mais pas de courses de chameaux, circulation des touristes mais pas des chèvres) et le peu d'empressement de la RSCN à fournir le plan définitif me ramènent à l'impression que la Région d'Aqaba s'est engagée dans une affaire de gros sous. Wadi Ramm, c'est la poule aux œufs d'or touristiques : des paysages époustoufflants qui n'ont rien à envier à Monument Valley, quelques nomades « traditionnels » qui vivent encore sous la tente, le tout servant d'arrière plan à la mise en scène du mythe de Lawrence. Déjà, David Lean, lors du tournage de son film, avait exigé l'arrachage des buissons d'épineux - détruisant ainsi une partie des pâturages - pour que les plaines de sable ressemblent plus à l'image que l'Occident se fait du désert. A présent, c'est au tour des bédouins modernisés d'être éliminés pour faire place nette au tourisme de masse. Écologiquement ou humainement, il s'agit de rendre Ramm toujours plus désertique au profit de ceux qui ont les moyens de le consommer et au détriment de ses propriétaires traditionnels qui y survivent dans la précarité. Or, les bédouins sont sûrement mon objet d'étude, mais ce sont aussi mes amis à qui injustice est faite. Fin du travail d'objectivation.

Kate, depuis Le Caire où elle est ingénieur en bâtiment, a décidé d'élargir ses compétences en se lançant dans la construction d'un site Internet consacré à Ramm et à la controverse en cours. Tony et Di y contribuent en lui fournissant les rapports annuels qu'ils rédigent depuis 1984 pour le ministère du Tourisme. La RSCN a aussi fini par solliciter leur avis sur la réglementation en matière d'escalade et de randonnée dans la région de Ramm. Tous ces documents sont accessibles sur le site. Kate me demande si je suis d'accord pour qu'elle mette mon article en ligne. J'hésite et trouve toutes les bonnes raisons pour refuser : c'est un papier long et scientifique, qui n'est pas écrit pour le grand public, personne ne va être intéressé par une lecture si rébarbative ; et puis c'est une commande et je ne crois pas avoir le copyright. En réalité, une chose m'inquiète : si les autorités jordaniennes ont accès au site, elles vont voir mon nom. Or, je ne tiens pas à avoir des ennuis lors d'une prochaine visite en Jordanie (comme la confiscation de mon passeport et l'invitation à passer le chercher auprès des services de renseignement). Bien sûr, j'avais décidé d'écrire cet article sur Ramm en anglais pour qu'il soit lu par les personnes concernées, mais sa mise en ligne sur un site qui se veut un forum de débats et un appel à soutenir les bédouins lui donne autrement plus de visibilité qu'une publication à circulation restreinte. Elle le transforme en

témoignage plus militant que scientifique. C'est ma propre position que j'engage et je ne crois pas y être tout à fait prête, même si je sais très bien où vont mes sympathies.

Kate se fait pressante et me suggère d'écrire une version courte. On n'est pas non plus obligé de mettre mon nom. Je n'ai pas le temps d'écrire encore sur Ramm et j'ai ma fierté d'auteur. Je téléphone à plusieurs personnes au village pour leur demander si elles pensent vraiment que la situation est grave. Réponses plus que positives. Kate et Al y ont refait un tour et plusieurs des habitants leur ont demandé de l'aide, d'écrire aux autorités, de parler aux autres touristes, de se concerter avec les étrangers qui viennent souvent à Ramm et de faire tout ce qu'ils estimaient utile pour empêcher que le projet n'aille plus loin. Je pèse les risques que je prends et les manières de les minimiser, et arrive à la conclusion que mes quelques amis jordaniens qui ont des « relations », y compris avec la famille royale, devraient suffire à limiter les désagréments. Va pour l'article, intégral et signé⁹.

Février-mars 2002

M'arrive une proposition de contribution à un manuel sur les nomades. Dawn Chatty, de l'Université d'Oxford, qui dirige l'ouvrage, a entendu parler de mon travail par des voies purement universitaires et m'offre de rédiger la notice sur les bédouins et le tourisme. J'avais pourtant décidé que mes recherches sur Ramm tenaient du hobby et ne devaient pas avoir d'implications professionnelles. Mais Dawn est une autorité en matière de bédouins¹⁰, et l'éditeur de l'ouvrage est une grosse maison hollandaise dont le nom fait très bien sur une liste de publications. Ai-je quelque chose à envoyer à Dawn pour qu'elle se fasse une idée de mes problématiques ? Sans hésitation, je ressors l'Article : on est dans le bon contexte, cette fois-ci, et pas de risque d'être poussée au militantisme. Du moins, c'est ce que je crois...

Quelques jours passent et Dawn me contacte à nouveau. Après lecture, elle souhaite m'inviter à une conférence qu'elle organise en Jordanie début avril sur le thème « Les populations mobiles et la protection de l'environnement : réduire la distance entre disciplines ». Il y aura des biologistes, des environnementalistes, des anthropologues. Le programme est fascinant : une brochette de spécialistes venus du monde entier pour parler de la Mongolie, de l'Australie, de la Namibie, de l'Inde... Cela va me sortir du ghetto de la recherche sur le monde arabe et me donner des éléments de comparaison avec mon terrain. Là aussi, j'accepte, surtout que je comptais repartir à Ramm en avril. Comme c'est une invitation de dernière minute, Dawn ne me demande pas de présenter une communication, juste de participer aux débats, d'autant que personne n'est prévu pour traiter d'un cas au Moyen-Orient. Il y a juste un hic : la RSCN sera notre hôte à Dana, une autre réserve naturelle au centre du pays, et on peut imaginer que ses membres éminents seront de la conférence. Mais après tout je ne vais pas m'exposer, juste écouter et intervenir de manière diplomatique.

Nouveau courrier électronique de Dawn la semaine suivante. Elle a commandité un documentaire qui sera présenté à la conférence. Elle pensait initialement demander au réalisateur de travailler sur le cas de Dana, mais il lui semble après m'avoir lue que Wadi Ramm illustre mieux les tensions entre protection de l'environnement et intérêts des nomades. Peut-elle envoyer mon article au réalisateur anglais et le mettre en contact avec moi ? Il part dans deux semaines. S'en suit un autre échange de mails et de coups de téléphone avec Nick Turvey, le réalisateur, à qui je conseille de voir l'éventail le plus large de membres de la communauté bédouine, éleveurs, guides et chauffeurs pour touristes, jeunes et vieux, femmes si on le laissait filmer, et surtout de bien

expliquer dans quel cadre il fait son documentaire afin qu'on ne l'identifie pas à la RSCN.

Les semaines passent, je n'ai guère l'esprit libre pour penser à Ramm. Tony a publié un article dans un magazine de montagne anglais et suggère que j'écrive quelque chose en français pour le grand public. Kate, qui parle français, propose *Le Monde diplomatique*. Je lui réponds :

« Chère Kate, je crois que nous n'avons aucune chance de les intéresser avec notre petite histoire si locale. A l'approche de l'été, peut-être, quand les lecteurs réfléchissent sur leurs vacances et s'inquiètent de faire du tourisme éthique ».

Avril 2002

Première semaine, réserve naturelle de Dana.

Je ne m'attendais pas du tout à cela. La Princesse Basma, sœur de feu le Roi Hussein et qui patronne la conférence, est venue ouvrir les débats, ce qui a donné un ton un tantinet officiel à la rencontre. Nous sommes vingt-cinq, enfermés pour six jours dans la *guest-house* de la réserve, d'un style écologico-esthétique dépouillé : mobilier en fer forgé et bois brut, quelques tapis d'inspiration bédouine qui ne dépareraient pas dans un magasin de décoration, rares bibelots en matières naturelles fabriqués par les femmes locales dans l'atelier de la réserve. On mange végétarien, il n'y a pas une goutte d'alcool à mille milles à la ronde, et je suis la seule à fumer. Mis à part ça, une vue grandiose sur le Wadi Dana au sommet duquel la *guest-house* est perchée. Le matin, présentations de cas où il est toujours question, dans les contextes géographiques les plus variés, de la manière dont on peut ou non concilier les intérêts de l'environnement avec ceux des populations mobiles. On y parle des Pygmées, des éléphants, des Aborigènes, des kangourous, de la forêt amazonienne, des chasseurs-cueilleurs malgaches, des éleveurs de zébus namibiens, des agriculteurs itinérants d'Indonésie... L'après-midi, on se réunit en petits groupes pluridisciplinaires pour « tirer les leçons » des cas présentés, et on termine par une séance plénière pour synthétiser les débats de chaque groupe de travail. Il y a un médiateur qui organise les échanges. Tout est enregistré sur cassettes audio, et les synthèses rentrées dans l'ordinateur et distribuées le soir même après le dîner pour que les participants puissent commencer à réfléchir au thème du jour suivant. Je fais ma première expérience de *brain storming*. C'est épuisant, étonnamment efficace, et je suis enthousiasmée par cette impression de produire ensemble une pensée qui se matérialise dans un texte collectif. Réfléchir en commun n'est pas une pratique courante dans les réunions de chercheurs, qui tournent souvent à une suite de monologues.

Quand Dawn m'a invité, le véritable objectif de la conférence m'avait échappé. Je croyais que ce serait juste une réunion de scientifiques qui allaient débattre courtoisement de leurs approches respectives, aussi éloignées soient-elles, et tenter de produire *in fine* une série d'articles dans une publication pluridisciplinaire. S'il s'agit bien de cela en partie, l'idée générale est néanmoins de faire du lobbying dans le cadre de deux sommets mondiaux, l'un pour le développement durable, et l'autre pour les parcs naturels, qui se tiendront dans les mois à venir. Parmi les gens présents, il y a aussi bien des universitaires que des praticiens du terrain : membres d'ONG et de l'Union mondiale pour la protection de l'environnement ou représentants de « peuples autochtones » du Grand Nord canadien ou du Pérou. Universitaires ou non, ce sont tous des activistes. Certains racontent des histoires épouvantables où les tribus d'éleveurs ou de chasseurs-cueilleurs sont chassées de leurs terres par les projets de parc

nationaux ou de réserves de chasse et qui, si elles ne meurent pas de faim, écrasées par des éléphants ou noyées dans l'alcool bon marché, vont grossir le sous-prolétariat urbain. D'autres, heureusement, rapportent des expériences réussies où les populations concernées ont pris en main la gestion de leur environnement pour le bénéfice de tous. La conclusion générale n'en reste pas moins que, du fait de leur mobilité et de leurs modes d'organisation sociale peu hiérarchisée, les populations nomades sont plus vulnérables que les autres lorsque les Etats du Tiers monde décident de déclarer une zone protégée, rarement dans le but désintéressé de laisser s'y épanouir les espèces naturelles, mais plutôt pour améliorer leur image auprès des grands organismes financiers et de la communauté internationale. Le pire, car le moins défendable sur le plan écologique ou humain, c'est lorsqu'une exploitation touristique est faite des ressources de ces parcs, qu'il s'agisse de safaris photos, de chasse au gros gibier ou de randonnée dans les grands espaces vierges. Les populations nomades sont déplacées de force pour laisser s'ébattre à leur place les touristes occidentaux. Une anticipation peu rassurante de l'avenir de Ramm.

Mes collègues ici réunis ont décidé depuis longtemps de sauter le pas de la recherche expérimentale à la recherche-action. A la mise à plat des situations, ils ajoutent une vision radicalement critique et proposent des stratégies pour permettre aux populations nomades de défendre leurs droits et de s'organiser pour gérer eux-mêmes les ressources naturelles de leurs territoires et en tirer des profits, y compris à travers le tourisme. C'est à ce prix que le développement durable des communautés locales et la protection de l'environnement peuvent être envisagés comme des objectifs non contradictoires. Si les débats me passionnent, j'interviens peu, ayant l'impression de tomber d'une autre planète de la recherche où l'on pense dans des cadres plus étroits. Le consultant britannique chargé de Ramm, invité à participer aux débats, se fait lui aussi assez discret. Il a dû sentir que l'approche « par le haut » adoptée par la RSCN à Wadi Ramm aussi bien qu'à Dana n'était pas en odeur de sainteté parmi les autres participants, y compris les environnementalistes.

Au soir du cinquième jour, Nick présente son documentaire sur Wadi Ramm. Pour l'occasion, puisque c'est le seul moment où l'on va traiter de la Jordanie, la présidente de la RSCN, le directeur et quelques autres personnalités sont descendus d'Amman. Vingt minutes d'illustration de ce qu'il ne faut pas faire si on veut spolier les bédouins et les faire entrer en conflit avec les pouvoirs publics et les clans voisins. Le clou, c'est la mauvaise foi du chargé de projet anglais qui prétend que la participation de la communauté locale à été assurée à tous les niveaux de prise de décision. Heureusement que Nick a mis en boîte les commentaires de plusieurs bédouins qui expliquent bien comment la consultation s'est passée de consultations.

Je ne peux pas rester en retrait lors de la discussion qui suit. J'accuse en vrac la RSCN de s'immiscer dans la gestion locale du tourisme, domaine où elle n'est pas compétente alors que les Zalabyeh ont accumulé quinze ans d'expérience, de manque de professionnalisme en ayant omis de faire une étude préliminaire portant sur la relation des bédouins à l'environnement, de créer un fort potentiel de crise avec les clans voisins et de mépriser les bédouins en ne développant pas un mécanisme de consultation et de cogestion adapté à leur structure sociale. Je demande aussi si la RSCN a conscience de faire le jeu de la Région d'Aqaba dont les objectifs semblent être de marginaliser les bédouins pour attirer les gros investisseurs. Je retiens à grand peine le qualificatif de néocolonialiste. A ma grande stupeur, on me répond que c'est de ma faute, car la RSCN ignorait jusqu'à peu mon existence sur le terrain. Si la direction de

l'organisation avait su qu'une anthropologue travaillait à Ramm sur le tourisme, elle serait venue me consulter, ce qui aurait pu lui éviter les erreurs dont je l'accuse, et qu'elle ne nie d'ailleurs pas toutes. En gros, j'aurais dû venir les voir avant. Alors que je leur reproche de ne pas prendre en compte l'avis des bédouins, c'est le mien qui les intéresse !

« Mais vous avez des tas de gens qui parlent arabe à la RSCN, allez donc discuter directement avec les bédouins concernés. »

« Ah, mais, ça n'est pas pareil. Ils n'arrivent pas à se mettre d'accord et ils se méfient de nous. Il nous faut quelqu'un de neutre. »

En un éclair, je comprends qu'il ne sert à rien de se faire l'avocat des bédouins et de leur capacité à entrer en dialogue direct avec les experts de la RSCN. Il me semble impossible que ces derniers se départissent de leur paternalisme et de leur sentiment de supériorité. Entretenant aussitôt la possibilité de faire entendre le point de vue des habitants de Ramm par mon entremise, je me garde bien de contester ma prétendue neutralité et m'engage à coopérer.

Deuxième semaine, village de Ramm.

J'arrive à peine au village depuis Dana que je suis arrêtée par les uns et les autres dans la rue :

« Bienvenue à Ramm ! Il faut que tu restes plus longtemps cette fois-ci, la dernière fois, tu n'es même pas venue nous rendre visite. Il paraît que tu étais à une réunion avec la RSCN à Dana pour parler des problèmes de Ramm. C'est bien que tu en parles, mais ils auraient dû nous inviter aussi. Il faudrait qu'on se réunisse pour que tu nous mettes au courant. »

Les nouvelles vont vite en Jordanie, mouchoir de poche. Je saute sur l'occasion, puisqu'on me tend la perche :

« D'accord pour une réunion, d'autant que Tony et Di sont ici aussi. Mais vous vous débrouillez pour le rendez-vous et vous prévenez autant de personnes que possible, y compris ceux qui vivent loin dans la steppe. Je ne vais pas raconter mon histoire dix fois. »

Tony et Di, qui font leur visite annuelle, sont arrivés avant moi. Je les mets immédiatement au courant des travaux de la conférence. Le dernier jour, après une synthèse des synthèses, nous avons élaboré la *Déclaration de Dana sur les populations mobiles et la protection de l'environnement*, un papier de position et de recommandations que certains des signataires éminents vont tenter de faire entrer dans le programme des débats des deux congrès mondiaux susmentionnés. Dawn compte même sur la signature de la Princesse Basma. On y parle biodiversité et environnement, mais aussi droits des populations nomades sur leurs territoires et leurs ressources, nécessité de concilier les intérêts des uns et des autres par le renforcement des pouvoirs des nomades, le respect de leurs savoirs et pratiques traditionnelles, la cogestion et le partenariat interculturel entre autorités et autochtones. Ce qui me semble un beau programme pour Wadi Ramm.

De leur côté, Tony et Di sont aussi passés à la vitesse supérieure. Ils ont alerté *Survival International*, une ONG anglaise qui s'est donné pour mission de défendre les droits des peuples tribaux de par la planète. Elle mène des campagnes d'information sur les spoliations des droits des peuples autochtones et fournit des conseils juridiques à ces mêmes populations qui souhaitent attaquer leurs gouvernements ou des

multinationales. *Survival* a rédigé un document pour faire part de ses inquiétudes sur la situation à Ramm et envoyé à Tony copie de la *Convention internationale sur le droit à la propriété des peuples tribaux sur leurs territoires coutumiers* dont la Jordanie n'est pas signataire. Il paraît qu'un collectif de bédouins pourrait néanmoins saisir un tribunal et qu'un avocat pourrait plaider leur cause en invoquant la valeur universelle de cette convention, comme cela se fait pour les crimes contre l'humanité. Je ne connais pas grand chose au droit international et me renseigne auprès d'un ami avocat à Amman. Pense-t-il que lui ou un de ses collègues pourrait défendre les bédouins contre la Région d'Aqaba ? Réponse mitigée. Ce serait une grande première en Jordanie, où l'appropriation des steppes par l'Etat n'a jamais été remise en cause, et cela permettrait de porter un coup plus que nécessaire à l'image stéréotypée des bédouins jordaniens affidés à la monarchie hachémite¹¹. Mais que se passera-t-il si le jugement est défavorable aux bédouins, donnant ainsi une légitimité juridique à d'autres expropriations dans les zones bédouines, alors que l'absence de jurisprudence permet encore aux tribus de négocier au coup par coup des arrangements avec les pouvoirs publics ?

A ma propre surprise, quelques jours ont suffi pour organiser la réunion. Je passe une soirée épuisante à faire la traductrice-interprète-médiatrice. D'un côté, Tony et Di, qui ne parlent pas l'arabe, de l'autre seize bédouins hommes de 21 à 56 ans, censés représenter toutes les familles élargies vivant au village et dans la steppe. Je commence par leur expliquer que la conférence de Dana ne concernait pas spécifiquement Ramm, mais rassemblait des universitaires et des spécialistes du monde entier, et qu'ils n'ont donc pas de raison de se sentir mis à l'écart. Je leur résume quelques uns des exemples présentés qui ressemblent à leur propre situation et leur présente les conclusions auxquelles nous sommes arrivés. Tout le monde approuve et se met à discuter de la réserve. Le débat partant dans toutes les directions, je propose d'appliquer les méthodes du *brain storming* adaptées au contexte oral. L'idée est retenue. Nous établissons une liste des thèmes à aborder, puis chacun exprime à son tour ses préoccupations et critiques. Je note puis synthétise verbalement. Les participants se mettent d'accord sur deux ou trois phrases et nous passons au thème suivant. Au fur et à mesure, je traduis de l'arabe à l'anglais pour Tony et Di, et leurs remarques dans l'autre sens. J'enregistre aussi sur cassette pour que tous puissent se réécouter s'il y a contestation. Nous en arrivons finalement à une liste de griefs communs. J'argumente sur la nécessité d'élaborer une stratégie pour faire plier les instances publiques. Approbation générale. Tony et Di exposent l'action de *Survival International* et je fais non sans mal une traduction de la convention internationale. Je rapporte aussi l'avis de mon ami avocat. Les bédouins sont intéressés mais tous ne sont pas d'accord sur l'usage qu'ils pourraient en faire. Certains estiment risqué d'attaquer la Région d'Aqaba et, à travers elle, l'Etat. Première dissension sérieuse depuis le début de la réunion : les vieilles querelles entre familles et individus n'attendent qu'une situation conflictuelle pour se manifester. « Deifallah parle trop, on n'entend que lui... Abou Awdeh est de mèche avec l'administration de la réserve, son fils y travaille... Eyd ne connaît rien à la question, il habite à Aqaba presque toute l'année... ». Je ne contrôle plus rien du déroulement de la discussion ; Tony et Di me jettent un regard effaré. Le salut vient d'Abu Yasser, le président de la coopérative touristique, chez qui nous sommes réunis. Sa fonction lui donne une certaine autorité et c'est notre hôte. Il réclame le silence et prend la parole :

« Mes frères, nous n'avancerons pas en nous disputant. Nous avons ici des amis étrangers qui nous connaissent bien et que nous respectons. Ils ont déjà beaucoup travaillé pour nous. Demandons leur ce qu'ils en pensent ».

C'est reparti. On veut encore mon avis. Et je ne peux m'empêcher de penser que tout cela ressemble à un pastiche de film politiquement correct sur les Indiens d'Amérique où les bons blancs prendraient leur défense contre les mauvais. J'étais restée assez évasive jusque là, donnant l'information et ne conseillant pas sur les stratégies. Je dis que je ne sais pas bien, que je ne peux pas décider à leur place. Tony et Di approuvent. Les bédouins me répondent que je comprends mieux qu'eux le droit international et que j'ai une vision plus large de leur problème. Abu Yasser me lance :

« Et en plus, tu es docteur ! ».

Evidemment... Je ne suis pas bien sûre que mon titre m'autorise à avoir une idée plus claire de la situation et surtout des résultats d'une action en justice. Mais eux ont l'air d'en être persuadés. Je réponds d'abord qu'à Ramm je suis Géraldine, et qu'ils savent très bien que je n'aime pas qu'on m'appelle « *Douktoura* ». Tout le monde s'esclaffe. Je viens en effet de faire la démonstration éclatante que les savoirs et les compétences qu'implique mon titre m'autorisent à jouer un rôle de porte-parole, de médiatrice et de traductrice. Et je n'ai plus qu'à me morfondre d'avoir joué du « *Douktoura* » lorsque j'ai eu besoin d'acquérir une image de neutralité pour avoir accès aux membres des familles qui ne sont pas amies avec celle qui m'accueille depuis des années.

« Alors, ma sœur, mets ta modestie dans ta poche et dis nous ce que tu nous conseilles. On a besoin de ton aide. »

Voilà qu'ils veulent m'engager en jouant sur la naturalisation de nos relations par le vocabulaire de la parenté. L'anthropologue qui faisait sa petite sieste en moi se réveille. Docteur et sœur à la fois, contrainte par l'éthique de la responsabilité et par celle de la solidarité. C'est le prix à payer pour avoir réussi à me défaire de l'identité assignée de touriste, d'amie des uns, d'amante potentielle des autres, d'étrangère tout court. Puis-je abandonner mes frères dans la difficulté alors que je possède le savoir et les relations ? A eux qui n'arrivent plus à se mettre d'accord sur un chef, j'ai la très fugitive tentation de répondre que j'exige qu'on me donne du « *sheikha* » et qu'on m'investisse de l'autorité de décision. Présomptueuse illusion de pouvoir régler leurs problèmes !

Troisième semaine, Ramm, Aqaba, Amman

Hou, la, la... ! Dans quel engrenage ai-je mis les doigts ? Il y a quelques jours, gonflée à bloc par l'exemple de mes collègues de Dana, je ne me posais plus la question de la pertinence de mon engagement. Nous avons fini la conférence en nous encourageant mutuellement à mener des recherches fondées sur l'éthique. Je n'ai jamais douté de la mienne, qui me porte à la sympathie pour toute tentative de résister au bulldozer de la mondialisation libérale et à la reproduction de tous les rapports de domination. Mais de là à m'y engager sur un terrain si glissant, dans une communauté si divisée, dans des rôles si multiples, sur un terrain si chargé d'affect et avec des résultats imprévisibles, je ne suis plus si sûre.

Avec Tony et Di, j'ai passé mes journées et mes soirées à palabrer sous les tentes, dans les maisons, dans les voitures, à pied, saturée de thé, l'estomac plein de ce *mensaf* que je déteste et les doigts empestant le lait caillé. Et pour quels résultats ? Les bédouins se déchirent entre ceux qui veulent que la réserve régule la distribution des touristes plus équitablement entre chauffeurs et guides et ceux qui ne veulent pas lâcher le marché

qu'ils se sont constitué grâce à la qualité de leurs services. Et puis il y a ceux qui pensent que le président de la coopérative défend bien leurs intérêts, et ceux qui le conspuent parce qu'ils préféreraient être à sa place. Il y a ceux qui sont satisfaits que la RSCN ait interdit la chasse et relâché des oryx dans la steppe alors que l'espèce en avait disparu, et ceux qui ne pensent qu'à gâcher quelques cartouches sur ces appétissantes gazelles. Il y en a qui se fichent comme de leur première keffieh que les chèvres soient parquées, ils n'en ont pas, et d'autres qui vont devoir plier leur tente et nourrir encore plus mal leurs enfants, ce qui n'est pas peu dire. Il y a les riches et les pauvres, ceux qui ont du pouvoir et ceux qui n'en ont pas, les bédouins à chèvres et ceux à touristes, et tout ces groupes ne se superposent même pas. Qui sommes-nous exactement pour nous démener dans l'intérêt supposé de gens qui ne sont pas capables de se mettre d'accord et de faire front commun ?

Je croise dans la rue le directeur local de la réserve que je n'avais pas encore l'honneur de connaître et qui m'aborde. En plus d'être agressif, il me parle en anglais. Je lui réponds en arabe qu'il pourrait se présenter et je lui tends la main. Mal m'en prend, il refuse de me toucher ; il ne serre pas la main des femmes. J'aurais dû voir qu'il portait la barbe ! Il faut dire que si je fais très attention à ce genre de chose, ayant pour politique de ne jamais tendre la main la première à un homme musulman, à Ramm j'ai baissé la garde. Les bédouins d'ici peuvent être de bons croyants, ils n'ont pas adopté ces pratiques de distanciation.

Je prends rendez-vous avec Mahmoud, directeur de la réserve, dans son bureau. La RSCN l'a prévenu que je serais là et voudrait bien qu'il écoute mon avis. On s'entretient et il me fait vite meilleure impression. C'est un homme de terrain, qui n'hésite pas à aller visiter les nomades sous la tente et à discuter aussi longtemps que l'étiquette locale le commande. Il a compris pas mal de choses, ne semble pas prendre les bédouins de trop haut et finalement nous tombons d'accord sur l'essentiel : il faut écouter davantage les habitants de Ramm, même si c'est parfois fastidieux. Mahmoud met beaucoup d'énergie à expliciter pour moi les incohérences du projet final. Selon lui, ce n'est pas la RSCN qui souhaite que les bédouins soient déplacés, pas plus qu'elle ne veut les marginaliser économiquement ou les empêcher de continuer à utiliser la steppe. Elle a bien un plan de zonage avec limitation de certaines activités, mais il est ouvert à discussion. Le problème vient de la Région d'Aqaba qui chapeaute le projet et dont la volonté est clairement d'encourager les investisseurs d'Amman ou de l'étranger. Le marathon en est un exemple, mais il est aussi question, comme dans les réserves d'Afrique de l'ouest, de lancer un appel d'offre pour la construction et la gestion de *lodges* destinées aux touristes fortunés, de donner la gestion des boutiques et des restaurants du nouveau centre d'accueil des visiteurs à des sociétés privées, et bref d'encourager l'éco-tourisme de luxe à Ramm dont il n'est pas envisagé un instant que les infrastructures puissent être confiées aux bédouins. Le village inesthétique de ces derniers, leurs petits restaurants pas très nets, les tentes où ils logent les touristes, les chèvres omniprésentes et les Toyota décaties ne correspondent pas au concept de « Triangle d'or Aqaba-Petra-Wadi Rum » que la Région d'Aqaba veut promouvoir. D'ailleurs, dans quelques mois, la RSCN va se retirer du projet car elle estime que ses objectifs sont inconciliables avec ceux de la Région. La RSCN, m'assure Mahmoud, est du côté des bédouins. Elle veut les aider à « construire leur capacité » à développer des services en matière d'éco-tourisme, mais elle ne peut rien face à la région.

« Mais alors, demandé-je naïvement, la RSCN en sa qualité d'ONG est prête à se battre aux côtés des bédouins pour faire barrage aux projets de la Région ? »

« Euh... Je ne suis pas qualifié pour répondre. Il faudrait en parler au directeur à Amman ».

Je n'y manquerai pas, en fin de séjour, pour m'entendre confirmer ce que je pressentais. La RSCN préfère aller conserver ailleurs et ne plus se mêler de Ramm qui ne lui a apporté que des ennuis. De fait, comme Laurie Brand l'a bien montré, l'indépendance des organisations dites de la « société civile » est plus que problématique en Jordanie¹². La RSCN est un cas d'école : ONG royale, créée en 1966 sous le patronage du Roi Hussein, chargée à l'exclusion de tout autre organisme de mettre en place et de gérer les réserves en Jordanie, elle n'a pas d'autonomie de fonctionnement par rapport aux instances publiques et a surtout pour vocation de capter les aides des bailleurs de fonds internationaux qui exigent que la société civile soit impliquée dans le développement¹³. Sa présidente actuelle, ancienne sénatrice, est mariée à un membre de la famille royale. De surcroît, aux dernières nouvelles, la RSCN est sur le point de se doter d'une unité commerciale en tant qu'agence de voyage spécialisée dans l'éco-tourisme au sein des réserves naturelles. A la limite du délit d'initié, il y a peu d'espoir de voir l'organisation s'engager aux côtés des bédouins.

Pressés par plusieurs bédouins et par Mahmoud lui-même, Tony, Di et moi-même faisons un aller-retour à Aqaba pour rencontrer le responsable de l'environnement à la Région d'Aqaba qui a la réputation d'être inflexible et de ne jamais mettre les pieds à Ramm. « Bonjour, je suis le Douktour Bilal ». On s'en serait douté, c'est écrit en gros sur une plaque en cuivre posée sur son bureau, en anglais et en arabe, et son diplôme encadré est accroché au mur bien en vue. Au demeurant, il porte l'uniforme de la fonction, chaussures bien cirées, costume de bon faiseur et cravate en soie. J'ai peur de salir le canapé en cuir blanc avec la seule jupe, déjà poussiéreuse, que j'ai emportée à Ramm et mise pour l'occasion. Tony et Di, en jeans, sandales et T-shirts plus très frais, ne sont pas à l'aise non plus. Comme le Douktour me tend la main, je la lui serre et me présente : « Douktoura Géraldine ». Est-ce bien crédible ? Et ces fichus cartes de visite de l'Institut universitaire européen où je n'ai même pas eu la présence d'esprit de faire précéder mon nom des deux lettres magiques ! Tony et Di, s'ils n'ont pas le titre, se sont munis de leurs ouvrages sur la Jordanie. Flûte ! J'en ai bien un, mais le ne l'ai pas apporté avec moi et en plus il est en français. Résultat, le Douktour m'a à peine regardée et n'a pas sollicité mon avis.

NOTES

1. . Le village de Ramm est situé dans la vallée (wadi) du même nom, au sud de la Jordanie, à une quarantaine de kilomètres d'Aqaba et de la frontière saoudienne. Depuis la fin des années 1970, le clan bédouin des Zalabyeh se sédentarise progressivement sur ce site qui fait partie de sa dira, ou territoire coutumier, suivant ainsi un mouvement impulsé par l'Etat à travers la scolarité obligatoire et le développement de grands

projets agricoles qui ont réduit les terres accessibles aux pasteurs bédouins nomades. Dans la région de Ramm, une partie des familles vit encore de l'élevage et réside tout ou partie de l'année sous la tente dans la steppe tandis que le tourisme prend une part de plus en plus importante dans l'économie des ménages sédentaires. Le site est en effet devenu une étape importante des circuits touristiques, plus connu sous le nom de Wadi Rum, toponyme inspiré de l'orthographe utilisée par T. E. Lawrence dans *Les Sept Piliers de la sagesse* (Paris, Gallimard, 1992). Le major britannique, passé dans la légende sous le nom de Lawrence d'Arabie, visita à plusieurs reprises la région de Ramm en 1916-1917, alors qu'il était l'agent de liaison des Britanniques auprès de l'Emir Faysal, commandant militaire de la Grande Révolte arabe contre les Ottomans. C'est en effet à Ramm que la grande tribu bédouine des Howeytat, dont le clan Zalabyeh, se rallia à la cause arabe. En 1962, le réalisateur David Lean tourna sur le même site une partie de son célèbre film *Lawrence d'Arabie*.

2. . Urry J., *The Tourist Gaze : Leisure and Travel in Contemporary Society*, London, Sage, 1990 et *Consuming Place*, London, Routledge, 1995.
3. . Said E., *L'Orientalisme : l'Orient créé par l'Occident*, Paris, Seuil, 1980.
4. . Dans le cadre du Deuxième Plan national pour le développement du tourisme, conçu au lendemain des accords de paix avec Israël (1994), la Banque mondiale a accordé un prêt à la Jordanie pour la préservation de l'environnement et le développement de l'éco-tourisme à Wadi Ramm. La Région d'Aqaba, dont dépend Ramm administrativement, a délégué la mise en œuvre de ce plan à la RSCN en 1999.
5. . Au Moyen-Orient, les régions de steppes arides sont traditionnellement utilisées par les bédouins qui exploitent leurs ressources par le pastoralisme nomade. Le système tribal constitue la charpente de l'organisation sociale bédouine. Au sein d'une même tribu, entité humaine se reconnaissant un ancêtre commun, une multitude de clans et de familles étendues s'emboîtent socialement, politiquement et spatialement. Chaque unité tribale se reconnaît un territoire aux frontières souples dont les ressources peuvent être utilisées par d'autres unités selon un système de réciprocité. Dans les années 1920, les puissances mandataires française et anglaise ont tracé les frontières de nouveaux Etats dans la région, coupant au travers des territoires tribaux dans les steppes. Pour les bédouins, ceci a engendré des problèmes d'allégeance politique aux nouveaux pouvoirs centraux et au leadership traditionnel, mais aussi de cohésion sociale. Les projets de développement agricole initiés dès les années 1950 ont également réduit l'accès des bédouins aux ressources pastorales dans les steppes. De manière générale, les politiques nationales ont visé à contrôler les nomades, à les assujettir aux pouvoirs centraux et à les moderniser par la scolarisation, la sédentarisation et l'abandon du pastoralisme. Sur le cas des tribus jordaniennes, on pourra consulter les travaux de R. Bocco : « La notion de dirah chez les tribus bédouines en Jordanie : le cas des Bani Sakher », in B. Cannon (dir.) *Terroirs et sociétés au Maghreb et au Moyen-Orient*, Lyon, Maison de l'Orient, 1987, pp. 195-215 ; « Espaces étatiques et espaces tribaux dans le sud jordanien : législation foncière et redéfinition des liens sociaux », *Maghreb-Machrek*, 1989, n° 123, pp. 144-163 ; « La sédentarisation des pasteurs nomades : les experts internationaux face à la question bédouine dans le Moyen-Orient arabe (1950-1970) », *Cahiers des Sciences Humaines*, 1990, n°1-2, pp. 97-117 ; ainsi que Bocco R., Tell T. « Frontières, tribus et Etats en Jordanie orientale à l'époque du mandat », in R. Bocco, C. Velud (dir.) *Tribus, tribalisme et Etats au Moyen-Orient*, numéro spécial de *Maghreb-Machrek*, Paris, La Documentation française, 1995, pp. 26-47.

6. . Hobart M. (ed.), *An Anthropological Critique of Development : The Growth of Ignorance*, London, Routledge, 1993.
 7. . Webner R., Ranger T. (eds.), *Postcolonial Identities in Africa*, London, Zed Books, 1996.
 8. . Mowforth M., Munt I. *Tourism and Sustainability : New Tourism in the Third World*, London, Routledge, 1998.
 9. . Cet article est accessible sur le site www.geocities.com/wadirumforum/. Il s'intitule « Place and Culture in Touristic Wadi Ramm : Issues of Representations, Social Change, Knowledge and Power », in Latte Adballah S. (dir.) *Représentation et construction de la réalité sociale en Jordanie et en Palestine*, Beyrouth, CERMOC, 2002.
 10. . Le terrain de prédilection de Dawn Chatty est le Sultanat d'Oman. Elle a en particulier abordé les questions relatives aux nomades et aux projets de protection de l'environnement au Moyen-Orient : « Enclosure and Exclusion : Wildlife Protection Schemes and Pastoral Tribes in the Middle East », *Forced Migration Review*, 1998, n°2.
 11. . Pour une analyse critique de l'image de la Jordanie comme pays des bédouins et sur les évolutions des liens entre bédouins et Etat, on peut se reporter à : Bocco R., Chatelard G., « Comment peut-on être bédouin ? » in R. Bocco, G. Chatelard (dir.) *Jordanie : le royaume frontière*, Paris, Autrement, 2001, pp. 60-77. Plus largement, sur les questions de relations entre tribus et Etats modernes au Moyen-Orient, voir Bocco et Velud, op. cit., ainsi que Khoury P., Kostiner J. (eds.) *Tribes and State Formation in the Middle East*, London, Tauris, 1991.
 12. . Brand L. A. « In the Beginning was the State : The Quest for Civil Society in Jordan », in A. R. Norton (ed.) *Civil Society in the Middle East*, vol. I, Leiden, Brill, 1995, pp. 148-185.
 13. . Brand L. A. « Development in Wadi Rum ? State Bureaucracy, External Funders, and Civil Society », *International Journal of Middle East Studies*, 2001, n°33, pp. 571-590.
-

INDEX

Index géographique : Moyen-Orient

Mots-clés : sociologie